

# INTEGRATION MONETAIRE ET REGIONS :

## DES GAGNANTS ET DES PERDANTS

### *Résumé*

L'intégration de régions ou de nations dans une zone monétaire commune ne pose pas que des problèmes *nominaux* de convergence des politiques publiques. Elle pose aussi et surtout la question de la convergence *réelle* de systèmes de production dont les structures et l'évolution passée sont différentes. Le principal problème que pose cette intégration est celui de l'impossibilité d'utiliser le taux de change comme mécanisme de coordination entre entités économiques. Quelles sont les conséquences à *long terme* de ce renoncement sur les différents *systèmes de production régionaux (SPR)* regroupé dans une zone monétaire ? A notre connaissance, aucune étude n'a cherché à mettre en évidence ces phénomènes.

Le cas de la Suisse entre 1975 et 1995 permet de cerner ce problème. En effet durant cette période, le franc suisse s'est apprécié de manière quasi continue face aux monnaies de ses principaux partenaires commerciaux (Figure 1). Simultanément, les flux internationaux de marchandises et de capitaux ne cessaient d'augmenter. Très ouverte sur l'extérieur et prise très tôt dans la mondialisation des échanges, l'économie suisse s'est en outre caractérisée par un bouleversement important des dynamismes régionaux : difficultés des régions industrielles et touristiques qui constituaient les principales exportations au début de la période et croissance importante des centres financiers internationaux. Le parallèle entre les deux mouvements – appréciation du franc et bouleversement régional – semblait frappant. Il a fait l'objet de certaines considérations sur le choix à faire entre une économie industrielle et une économie financière ainsi que de débats politiques mais n'a jamais fait l'objet d'une recherche. Le présent ouvrage s'interroge sur les conséquences structurelles, sectorielles et régionales de la politique monétaire menée par la Banque Nationale Suisse depuis une vingtaine d'année : l'industrie nationale n'aurait-elle pas été sacrifiée au profit des activités financières et bien sûr, les régions touristiques et industrielles n'auraient-elles pas souffert outre mesure de l'appréciation du franc suisse ?

Afin de comprendre les effets de l'intégration de différentes économies régionales dans une même zone monétaire, nous avons mis en évidence *l'évolution différenciée que connaissent les régions de Suisse face à une monnaie en appréciation continue et à comprendre leur évolution structurelle à travers l'effet du taux de change*. Face à l'appréciation du franc suisse, certaines régions souffrent considérablement, alors que d'autres s'en accommodent, voire en bénéficient. Ainsi, cet ouvrage cherche à montrer *la politique monétaire n'est pas neutre d'un point de vue sectoriel et régional*. Nous avons retenu trois critères afin d'évaluer l'impact du taux de change sur les SPR : la spécialisation sectorielle et la provenance du revenu de base du SPR, la présence ou l'absence de grandes entreprises et enfin la capacité d'innovation du SPR.

Comment l'économie suisse et, plus particulièrement les différents SPR du pays ont-ils évolué durant cette période d'appréciation du franc suisse ? Suivant l'exposition au taux de change, on peut distinguer 5 groupes de SPR : métropolitains, industriels, touristiques, abrités et composites. De manière générale, on constate que ce sont avant tout les régions urbaines qui sont exposées positivement ou abritées, alors que les régions des Alpes et du Jura sont exposées négativement ; la région bâloise et le Tessin ont une exposition à la fois négative et positive car les SPR de ces régions sont composites, certaines des activités de base qui les caractérisent profitent de l'appréciation du franc suisse alors que d'autres en pâtissent (Figure 2)

Les systèmes métropolitains, dont les activités s'articulent essentiellement autour de la finance, tirent une partie importante de leur revenu de l'étranger et l'appréciation du franc constitue un avantage. Durant la période considérée, la réorganisation sur base internationale des activités financières et de contrôle des flux économiques ainsi que la croissance de ces activités ont largement été captées par les principaux systèmes de production suisses dans ce domaine : Zurich, Genève et, dans une moindre mesure, Lugano.

Les SPR industriels (Arc Jurassien, Suisse orientale) ont vu leur emploi évoluer largement en dessous de la moyenne nationale et même généralement de manière négative. Deux raisons à cela : l'exposition négative au cours du franc et les différents mouvements qui ont été la réaction à ce mouvement (hausse drastique de la productivité, délocalisation ou simplement déclin). Remarquons que même les systèmes très innovateurs, comme l'horlogerie, ont vu leur emploi fondre. A l'inverse, les nouvelles activités (biotechnologies, microtechniques, etc.) ne parvenaient pas ou que difficilement à décoller. Etait-ce en raison des difficultés rencontrées à l'exportation ?

Les SPR touristiques (le Valais, l'Oberland bernois et les Grisons), également exposés négativement, n'ont pas répondu de la même manière que l'industrie à l'appréciation du franc, car la hausse de la productivité n'est pas possible dans la même mesure. De par sa nature, l'activité touristique est, par exemple, peu automatisable. Quant aux possibilités d'innovation, au niveau des établissements (hôtels, restaurants, etc.), elles ne sont pas aussi importantes que dans l'industrie. Face à l'appréciation de la valeur extérieure du franc, c'est donc la compression des coûts qui a été recherchée, et ce deux manières. Premièrement, l'attraction de main-d'œuvre étrangère à bas salaire, ce qui explique la relativement bonne performance de ces systèmes du point de vue de l'emploi. Deuxièmement, le passage d'un tourisme hôtelier à la parahôtellerie, meilleur marché, et qui a permis la substitution de services par la construction d'appartements. Cependant, cette évolution a connu un brusque arrêt au début des années 90, lors d'une nouvelle appréciation du franc. Cette secousse a été de trop et les SPR touristiques sont entrés en crise, avec des effets particulièrement importants dans le secteur de la construction.

Les SPR abrités des mouvements du franc (agglomérations de Berne et Lausanne) ont connu de manière surprenante une croissance supérieure aux places financières. Ce sont essentiellement des places centrales pour leur région ou pour l'ensemble de la Suisse et qui vivent du contrôle

des flux internes au pays. Or, il s'agit pour l'essentiel de services (santé, administration, enseignement supérieur, médias, etc.) dont la productivité ne peut guère augmenter et dont le marché – national – est généralement en croissance.

Les activités de base du système industriel métropolitain bâlois ont connu un croissance nettement inférieure aux autres grandes régions urbaines du pays. Les effectifs de la chimie, qui structure l'ensemble de la région, ont diminué alors que les grandes entreprises bâloises de ce secteur ont accru leur compétitivité sur le plan international en se spécialisant sur des produits finis à haute valeur ajoutée. La montée des coûts de recherche et de fabrication en Suisse s'est conjuguée avec l'attrait des coûts d'investissement relativement bas à l'étranger : la force du franc a été utilisée comme levier et a servi l'internationalisation des grands groupes industriels bâlois. Les acquisitions et les investissements directs se sont multipliés depuis la fin des années 70 au point que les emplois à l'étranger représentent aujourd'hui les deux tiers des emplois de ces entreprises. Remarquons néanmoins que la concentration du pouvoir décisionnel à l'échelle internationale n'a pas débouché sur une véritable métropolisation de la région bâloise. Les activités tertiaires, et en particulier la place financière, n'ont pas suivi.

En conclusion, l'évolution vers une monnaie unique posera un certain nombre de problèmes régionaux en Europe. Dans le cas suisse, au-delà d'indicateurs macro-économiques apparemment satisfaisants, des déséquilibres considérables sont apparus, entraînant des migrations internes importantes et une restructuration des activités. Au développement d'une économie financière et de sièges sociaux dans les régions métropolitaines et à l'internationalisation réussie des plus grandes entreprises du pays a correspondu soit une disparition des systèmes de PME industriels ou touristiques, soit une reconversion de ces entreprises dans des activités à très haute valeur ajoutée, entraînant cependant des pertes d'emplois considérables.

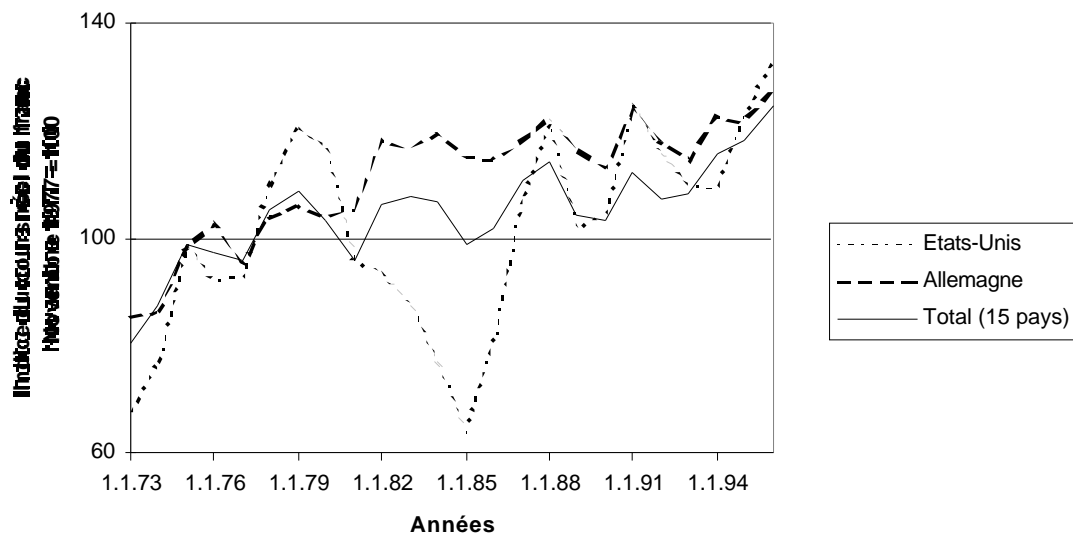
***Les auteurs :***

*Olivier Crevoisier est directeur de recherche à l'Institut de recherches économiques et régionales de l'Université de Neuchâtel (Suisse).*

*José Corpataux est collaborateur scientifique dans ce même institut.*

*Alain Thierstein est professeur à l'Orts-, Regional- und Landesplanung Institut (ORL) de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich (Suisse).*

FIGURE 1 : EVOLUTION DE L'INDICE DU COURS REEL DU FRANC SUISSE, 1973-1995



Source : BNS.

FIGURE 2 : EXPOSITION DIFFERENCIEE DES SPR FACE A L'APPRECIATION DU FRANC SUISSE

